

Pour sa première édition de l'année, le club Les Echos Débats, en partenariat avec Kurt Salmon et Vivendi, a reçu Nicolas Baverez, historien, économiste, essayiste et avocat, autour du thème : « A quand le retour de la prospérité après quatre ans de crise ? ».

Nicolas Baverez s'est fait connaître du grand public en 2003 avec « La France qui tombe », grand succès dans le débat économique et intellectuel, qui lui vaut depuis d'être désigné comme chef de file du courant des « déclinistes ». Dix ans après, Nicolas Baverez lance un nouvel avertissement avec « Réveillez-vous ! », qui dépeint une vision assez noire de la France, plongée en plein déni de réalité, avec des élites politiques incapables d'engager la moindre réforme structurelle depuis trente ans.



Devant un parterre très fourni, Nicolas Baverez a partagé sa lecture d'une possible sortie de crise et des voies à emprunter pour retrouver le chemin de la prospérité. Le cas de la France, et l'urgence de réinventer le modèle pour ne pas sombrer dans la décadence, a occupé une large place dans les échanges.

En guise de préambule, Nicolas Baverez a précisé qu'il n'existe pas de science du déclin. Le déclin est une réalité historique à laquelle sont confrontés certains pays à un moment donné de leur évolution ; c'est, selon lui, le cas de la France actuellement, mais comme d'autres avant elle. « On peut tout à fait trouver des antidotes, encore faut-il prendre les bonnes mesures pour ce faire ».

Selon lui, nous ne sommes pas sortis de la crise, bien au contraire, nous nous situons actuellement au confluent de trois crises majeures :

- crise de la mondialisation depuis 2007, en partie jugulée grâce aux leçons de 29, mais pour laquelle

restent encore à gérer les séquelles des différentes interventions,

- crise de l'euro qui, après quatre années et malgré les mesures prises par la Banque Centrale européenne en 2012, présente encore des enjeux fondamentaux à relever - retour à la croissance, stabilisation définitive de la zone euro, gestion du risque de certains pays, dont la France

- crise propre à la France, qui va afficher en 2013 quarante années de déficit public continu, palmarès inégalé parmi les pays développés.

Nicolas Baverez insiste, « ce n'est pas un marasme généralisé », la situation n'est pas la même selon l'endroit où l'on se trouve dans le monde. En 2013, la croissance dans le monde devrait s'établir à 3,5%, 6% dans les pays émergents, notamment en Afrique, et les Etats-Unis et la Chine sont en train de rebondir.

L'enjeu majeur aujourd'hui réside selon lui dans la crise du capitalisme qui modifie les modèles en profondeur avec la fin de la domination du monde par l'Occident, d'une économie mondiale réassurée par les Etats-Unis et du capitalisme dérégulé des vingt dernières années. Les solutions vont émerger progressivement ; la transition va être longue et compliquée mais les sources de croissance dans le monde existent avec le développement des pays du Sud et l'émergence d'une classe moyenne et de nouveaux consommateurs (34% de la demande mondiale, devant les Etats-Unis), et la capacité à bouger les modèles également (mouvement de réindustrialisation aux Etats-Unis par exemple). L'enjeu est de modifier les règles et les institutions en profondeur au plan mondial, sans abandonner le modèle de démocratie, pour s'adapter à un monde multi polaire et multi culturel, et éviter que « les forces de divergence ne fassent exploser les forces de rapprochement ».

A l'échelle européenne, l'erreur à ne pas commettre selon lui est de croire aujourd'hui que l'intervention de la BCE, en relâchant la pression sur la zone euro, a fait disparaître la nécessité de mettre en place des réformes structurelles. Il y a là une ambiguïté majeure qui peut conduire non pas au déclin de l'Europe mais à sa décadence. Ce n'est pas la dépense publique qui fabriquera la croissance dans les prochaines années ; l'ajustement de la dette des états étalonné dans le temps n'a de sens que si en face de la politique monétaire expansionniste de la BCE, des réformes de structure sont engagées pour générer de la croissance.



Et c'est cette erreur que la France est en train de commettre, selon l'économiste. « La France est aujourd'hui le vrai maillon faible de l'Europe », en raison de la rupture de son appareil de production, dont la compétitivité est prise en tenaille entre la qualité des pays d'Europe du Nord et les prix de l'Europe du Sud. Héritage de décennies d'une forme de déni de la part des élites politiques françaises à mener à bien des réformes, ce déclin tranquille ne doit pas passer 2013. La France va devoir décider et s'appliquer une thérapie de choc ou cet ajustement sera contraint par les marchés ou les institutions. Le gouvernement semble avoir pris conscience du problème, des signaux rassurants sont envoyés aux marchés, mais cela reste symbolique : le contenu économique est plutôt faible et ne permet pas de traiter les problèmes de fond. Pour baisser la dépense publique, il faut s'atteler à la productivité dans le secteur privé et dans le secteur public, avec la suppression des 35 heures qui à elle seule permettrait de récupérer 24 milliards d'euros d'allègement de charges pour les entreprises et plus de 4,5 milliards d'euros de RTT dans le seul secteur public. Il faut également retrouver le sens de l'argent public et de son utilisation. Et Nicolas Baverez de s'interroger sur la superposition des dispositifs d'aide, l'optimisation des 4% du PIB affectés au logement, l'utilisation actuelle de l'aide médicale d'état, mais aussi l'organisation de nos collectivités territoriales ou de notre protection sociale.



« La France est un pays de cocagne et parce qu'elle est un pays de cocagne, elle se permet de dilapider ses atouts de manière incroyable ».

Bien sûr, il n'y a pas de pays facile à réformer et la France ne fait pas exception. Mais en Italie, Mario Monti a montré qu'avec une forte légitimité et une vraie stratégie on pouvait faire des choses exceptionnelles. Cependant, selon Nicolas Baverez, citant de Gaulle : « la France est le pays qui ne fait des réformes qu'à l'occasion des révolutions ». Avec une population qui croît depuis 5 ans plus vite que le PIB, des riches qui s'exilent, des flux de capitaux qui n'arrivent plus, une fiscalité confiscatoire, la violence est un scénario qu'on ne peut exclure.

La révolution des modèles va au-delà d'une simple révolution technologique avancée par certains économistes ; les innovations économiques, politiques et sociales sont également clés pour changer de paradigme. La relance de la production française doit tenir compte de ses structures spécifiques et investir les quatre piliers qui la font avancer historiquement : l'industrie, l'agriculture, les services et le tourisme.

L'Afrique qui est en train de réussir son décollage économique et technologique peut constituer une plateforme formidable de développement pour la France, si notre pays accepte d'y être sur un mode concurrentiel et non plus sur le mode de la rente.

En guise de conclusion, Nicolas Baverez alerte sur le risque politique rampant à ne proposer à une opinion publique de plus en plus défiante aucune alternative sérieuse dans un contexte de difficultés majeures. Selon l'économiste, il y a une véritable urgence à ce que la France mette en œuvre de manière volontaire, progressive et sélective pendant qu'il en est encore temps les réformes nécessaires pour éviter que le pays ne bascule dans la violence ou l'extrémisme. Et l'Allemagne doit certes rester un partenaire clé, élément de soutien de la conjoncture française et de la réforme de la zone euro ; mais elle doit aussi peser sur les dirigeants français pour les obliger à mener les réformes qui s'imposent.

**Chiheb Mahjoub - CEO et Président**  
chiheb.mahjoub@kurtsalmon.com

**Aurélie Brugère - Manager**  
aurelie.brugere@kurtsalmon.com